



# CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

## ATELIER POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE

**6 août - 10 août 2018**  
**Dakar, Sénégal**

### BIOGRAPHIES

#### DIRECTION

**Mme Kate Almquist Knopf** occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale. Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

**Le Professeur Raymond Gilpin** est le doyen du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. À ce titre, il dirige la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du Centre. Ses domaines de recherche comprennent les difficultés en matière de sécurité de l'Afrique, la convergence entre énergie et sécurité, la gestion des ressources et la dynamique des conflits, la

gestion financière du secteur de la sécurité de l’Afrique, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé et la paix. Il tient un blog régulier et est souvent invité par les médias à commenter les affaires africaines, la politique des États-Unis à l’égard de l’Afrique, l’énergie et la sécurité et les dimensions économiques de la paix.

Avant de rejoindre le Centre de l’Afrique, il était directeur du Centre pour les économies durables à l’Institut des États-Unis pour la paix (USIP), où il présidait aussi le groupe de travail sur le partenariat pour la paix, où il était l’administrateur du réseau international en ligne pour les sciences économiques et les conflits et où il dispensait des cours à l’Académie de l’USIP sur les sciences économiques et les conflits. Le professeur Gilpin a aussi tenu les postes de chaire académique en sciences économiques de la défense au Centre d’études stratégiques de l’Afrique, de directeur de programmes internationaux chez Intellibridge Corporation (qui fait partie dorénavant de l’Eurasia Group), d’économiste principal pour la Banque africaine de développement, de directeur de recherche à la Banque centrale du Sierra Leone et d’économiste à la Banque mondiale.

Le professeur Gilpin est titulaire d’un doctorat en économie du développement de l’université de Cambridge (Royaume-Uni) et d’un certificat exécutif en finances internationales et marchés financiers de l’université de Georgetown.

**Général de division (en retraite) Saleh Bala** devint officier de l’armée nigérienne le 15 décembre 1984. Il a servi dans plusieurs positions de commandement, d’état-major et de formation. Il a été notamment commandant de compagnie au Bataillon de parachutistes 72 (1987-1988), instructeur à l’École d’infanterie, de tactique, des troupes aéroportées et de guerre spéciale (1988-1993). Il a également servi en tant qu’instructeur à l’Académie de la défense nigérienne (1993-1995), comme responsable au Collège d’état-major et de commandement des forces armées nigériennes (2002-2004) et au Collège de la défense nationale (2009-2011).

Le général Bala possède de l’expérience dans les missions de maintien de la paix en tant qu’observateur militaire de l’ONU lors de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (1995-1996). Il fut également chef d’état-major militaire au cours des opérations des Nations Unies en Côte d’Ivoire (2011-2012). Il est titulaire d’une licence en littérature de l’Université de Maiduguri, Nigeria (1982) et d’une maîtrise en études internationales sur la paix de l’Université pour la Paix de San José, au Costa Rica (2006) ainsi que d’une maîtrise en stratégie de sécurité de l’Université de la défense nationale, École nationale supérieure de guerre à Washington DC (2009). Il a servi au cours de sa dernière affectation militaire comme chef d’état-major au Centre du corps d’infanterie de l’armée nigérienne (2012-13). Il est un ancien élève de l’Institut international du droit humanitaire de San Remo, en Italie du Cours sur le droit international en matière de réfugiés (2010) et un membre du Groupe consultatif sur la formation de l’institution. Il est maintenant le PDG de White Ink Consult, une entreprise spécialisée dans la formation et la communication, le développement et la recherche en politiques sécuritaires et de défense. À présent, le général Bala exerce des fonctions de consultant, en tant que conseiller spécial principal (Développement de stratégies et de politiques) auprès du ministre de l’Intérieur de la République fédérale du Nigeria.

**M. Mohamed Ibn Chambas** a été nommé Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Il occupe le poste de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest depuis le 12 septembre 2014. Ses fonctions comprennent celles de président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria et de Haut représentant du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation sécuritaire dans le nord-est du Nigéria. Il a précédemment été le Représentant spécial conjoint (JSR) de l'Opération Hybride Union africaine – Nations Unies au Darfour (MINUAD) et médiateur en chef conjoint (JCM) en charge des négociations de paix au Darfour.

Auparavant, M. Chambas a été Secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Avant sa prise de fonction à la tête des pays ACP, M. Chambas a été président de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui réunit 15 pays membres. Il a également servi comme Secrétaire exécutif de la CEDEAO. Auparavant, M. Chambas était député au Ghana, où il a occupé plusieurs postes, à savoir, premier vice-président du parlement, président du comité des nominations, président du comité des immunités, président de la commission des affaires étrangères et Membre dignitaire de la Commission des Affaires Etrangères, Membre du Comité Spécial de l'Éducation et du Comité de la Législation Subsidaire. M. Chambas est titulaire d'une Licence en sciences politiques obtenue en 1973 à l'Université du Ghana à Legon, d'un Master et d'un Doctorat obtenus respectivement en 1977 et en 1980 à Cornell University à Ithaca New York, ainsi que d'un diplôme d'avocat [J.D.], en 1984, de la Case Western Reserve University de Cleveland dans l'Ohio. Il a été admis à pratiquer le droit au Ghana et dans l'État de l'Ohio.

**L'honorable Tonguino Fatoumata Cissoko** est membre de l'Assemblée nationale de la République de Guinée depuis 2013, où elle est Membre du Bureau de l'institution, 2ème Secrétaire parlementaire. Elle est membre du Comité central du Rassemblement du Peuple Guinéen (ou RPG)/Arc-en-ciel depuis 2009. Elle a obtenu un Master en Français à l'Université de Conakry Gamal Abdel Nasser, et un DESS d'inspecteur de l'éducation populaire, de la jeunesse et des sports à l'Université de Dakar. Elle a été membre statutaire du Conseil transitionnel national (CNT) en 2012-2013. De 2009 à 2012, elle a été Présidente du Parti national pour la démocratie et l'équité (PNDE). Ancienne élève du Centre de l'Afrique, elle a assisté au Séminaire des hauts dirigeants de l'ACSS à Washington en 2016.

**Le major général Birame Diop** est actuellement conseiller national de sécurité au Sénégal. Auparavant, il a été promu chef d'état-major de l'armée de l'air en janvier 2015. Il avait précédemment occupé le poste de chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air du Sénégal. En tant que pilote de l'armée de l'air du Sénégal, il a accumulé au total 7 000 heures de vol. Il a étudié à l'académie Royal Air du Maroc avant de rejoindre l'Université de Californie du Sud, l'Air University of Alabama et le Collège Inter Armées (CID) de Paris. General Diop est un chercheur et un praticien qui a travaillé pendant plusieurs années avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), en tant que facilitateur à plusieurs séminaires. Il était chercheur invité à National Endowment for Democracy (NED) et à Woodrow Wilson Centre (WWC) où il a entrepris, pendant 10 mois, des recherches sur la réforme du secteur de la sécurité en Afrique. Diop a publié plusieurs articles sur les capacités de transport aérien stratégique (SAC), la réforme du secteur de la sécurité et les relations civilo-militaires (CMR) en Afrique subsaharienne.

**Mme Amanda J. Dory** a rejoint la faculté du collège National War College en 2017. Elle est membre du personnel de carrière du Senior Executive Service. À partir de 2012-2017 elle a servi comme secrétaire d'État à la Défense adjoint pour les affaires africaines dans le bureau du secrétaire d'État à la Défense (OSD). Elle a servi comme secrétaire d'État à la Défense adjointe pour la stratégie de 2008 à 2011 et comme directeur principal de la planification des politiques dans l'OSD. Dans ces deux capacités, ses responsabilités comprenaient l'élaboration de stratégies, les scénarios de planification de la force et l'analyse des tendances à long terme. Elle a travaillé sur plusieurs revues quadriennales de la défense (QDR), y compris comme chef du personnel pour diriger la mise en œuvre des feuilles de route pour l'exécution des QDR pour le renforcement des capacités des partenaires et de la guerre irrégulière en 2007-2008. En plus d'affectations stratégiques et régionales en Afrique, Amanda a également servi dans le bureau de la défense de la sécurité intérieure de l'OSD en tant que directeur de la planification et de l'intégration. En 2002, elle a été sélectionnée comme un conseil aux affaires internationales des relations extérieures (Council on Foreign Relations) et a mené un projet de recherche indépendant basé au centre pour les études stratégiques et internationales sur la sécurité civile.

Amanda a reçu la récompense Presidential Rank Award en 2010 et 2015 ainsi que des récompenses pour service civil exceptionnel et méritoire. Elle est une ancienne étudiante de l'école des affaires étrangères de l'université de Georgetown et a obtenu un diplôme de maîtrise avec spécialisation en économie internationale et en études africaines de l'école des études internationales avancées de l'université Johns Hopkins. Elle est membre du Council on Foreign Relations.

**Le Dr. Adedeji Ebo** a été le tout premier chef de l'Unité de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à être nommé aux Nations Unies en 2008. Il est également co-président de la Force Inter-Institutionnelle des Nations Unies sur la Réforme du Secteur de la Sécurité. Il a été directeur politique du Bureau des Nations Unies au Mali en 2013. Il a dirigé le développement de partenariats stratégiques avec des organisations régionales, groupes de réflexion et réseaux, en particulier l'Union Africaine et le Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées (DCAF) à Genève. Il a activement contribué à la rédaction et à la consultation du cadre politique continental sur la RSS [SSR] de l'Union africaine, adopté officiellement par les chefs d'État et de gouvernement africains en janvier 2013.

Adedeji a joué un rôle de premier plan dans le développement des Notes d'Orientation de l'ONU sur la Réforme du Secteur de la Sécurité. Auparavant (2003-2008), il a été le tout premier chef du Programme Afrique (et Senior Fellow) au Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées à Genève (DCAF), en Suisse. Il a établi le Programme DCAF Afrique et a étendu les opérations du DCAF en Afrique. Pendant son séjour au DCAF, Ade a initié et organisé la rédaction, la consultation et l'adoption officielle du Code de conduite des forces armées et les services de sécurité de la CEDEAO. Il a également mis en place le programme RSS du DCAF Libéria [Liberia DCAF SSR], y compris les aspects du contrôle parlementaire, de la budgétisation de la défense et de la consultation nationale sur la RSS. Avant de rejoindre le DCAF, Ade était maître de conférences et chef de département à l'Académie de Défense du Nigeria. Il est diplômé de la London School of Economics and Political Science, de l'Université de Keele en Angleterre et

de l'Université Bayero de Kano au Nigéria. Économiste politique, spécialisé dans les relations internationales, ses nombreuses publications ont été largement diffusées.

**Dr. Mathurin Houngnikpo** est le conseiller de la réforme du secteur de la sécurité auprès du secrétaire du Conseil national de sécurité de la Côte d'Ivoire. Jusqu'en juillet 2013, il a été président académique des relations civilo-militaires au Centre Africain pour les études stratégiques, à l'Université de la Défense nationale, où il a supervisé les programmes et l'élaboration de programmes dans le domaine des relations civiles et militaires axées sur l'histoire militaire de l'Afrique, la démocratie Le contrôle civil du secteur de la sécurité et les questions de responsabilité, de transparence et de bonne gouvernance.

Il a occupé divers postes d'enseignant à la fois aux États-Unis et au Bénin. Parmi ses publications récentes : Dictionnaire historique du Bénin (2013) ; L'Afrique au futur conditionnel (2011) ; La garde les gardiens : Les relations civilo-militaires et la gouvernance démocratique en Afrique (2010) ; Les élections et de la démocratisation en Afrique de l'Ouest : 1990-2009 (avec A. Saine et B. N'Diaye, 2011); La recherche évasive pour le développement en Afrique (2006); Intégration économique et développement en Afrique (avec H. Kyambalesa, 2006); Et pas encore la démocratie: L'adieu de l'Afrique de l'Ouest à l'autoritarisme. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Paris VIII, Saint-Denis, France et un autre doctorat en études internationales de l'Université de Denver.

**Dr Luka Biong Deng Kuol**, en tant que professeur de pratique pour les études sur la sécurité, il supervise les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement au Royaume-Uni. Avant de rejoindre le Centre africain, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en



Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

**Col. (ret.) Timothy Mitchell**, Colonel à la retraite, Tim Mitchell exerce les fonctions d'attaché d'enseignement au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, à l'Institut d'études sur la défense et à la « Joint Special Operations University » (Université conjointe des opérations spéciales). Tim Mitchell est un ancien officier de l'infanterie et spécialiste des affaires étrangères (FAO) de l'Armée de Terre, spécialiste de l'Afrique subsaharienne (48J). Francophone, le colonel Mitchell compte huit années d'expérience au poste de haut responsable de la défense/ Attaché de défense des États-Unis (SDO/DATT) dans trois pays africains : au Tchad (il disposait également d'un agrément d'attaché de défense non-résident auprès de la République centrafricaine (2004-2007); en Tanzanie (2007-2010) et plus récemment au Libéria (2013-2015) où il a joué un rôle de premier plan dans l'action internationale pour enrayer la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Le colonel Mitchell a également occupé le poste de Commandant de la division de la coopération en matière de sécurité de l'armée des États-Unis pour l'Afrique, à Vicence, en Italie, où il était chargé de la coordination de toutes les actions de coopération en matière de sécurité de l'Armée de Terre des États-Unis en Afrique. Le colonel Mitchell a terminé sa carrière militaire en tant que professeur assistant pour les questions de sécurité nationale à la National War College (Ecole Nationale de la Guerre) de Washington, D.C. Le colonel Mitchell est titulaire d'une maîtrise en politiques publiques de l'université Duke et d'une maîtrise en études stratégiques de l'U.S. Army War College (l'École supérieure de guerre des États-Unis). M. Mitchell a débuté sa carrière militaire en 1987 après avoir obtenu son diplôme à l'académie militaire de West Point aux États-Unis.

**Hon. Mamadou Bamba Ndiaye**, élu député en 2001 et réélu en 2007, a été adjoint au maire de la Ville de Dakar de 2002 à 2009. Il est élu en 2009 Président de la Commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale du Sénégal. Il exerce également les fonctions de Rapporteur du Comité exécutif de l'Union parlementaire Africaine (UPA). Proche collaborateur de Mamadou Dia, ancien président du Conseil de Gouvernement du Sénégal et fondateur du Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU), il a été le dirigeant du MSU entre 1997 et 2001 et à ce titre un des acteurs de l'alternance politique survenue au Sénégal le 19 mars 2000. Il rompt avec Mamadou Dia en 2001 et anime un courant du MSU dénommé MSU/CAP 21, proche de la majorité présidentielle. Il crée le Mouvement populaire socialiste MPS /SELAL en septembre 2006. Il a écrit de nombreuses publications, notamment "Les comités de défense et de sécurité et les mécanismes parlementaires appliqués au secteur de la sécurité: le cas du Sénégal," dans le cadre sa collaboration avec le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), ou avec le Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (ASSN) dont il est membre.

**Mme Michelle Ndiaye** est la directrice du programme de paix et de sécurité de l'Afrique en collaboration avec la Commission de l'Union africaine à l'Institut pour la paix et la sécurité (IPS) et la chef du secrétariat du Tana Forum. Michelle a travaillé sur une variété de projets avec divers organismes locaux et internationaux et apporte une vaste expérience dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance locale, le rétablissement post-conflits et de la collectivité, le développement durable et les questions environnementales, la justice transitionnelle, la

communication et la recherche. Elle possède une vaste expérience de la gestion politique et administrative et des antécédents et de l'expérience dans la gestion de programme de donateurs multiples à grande échelle. Elle a travaillé avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union africaine et les acteurs du développement international sur de nombreux projets. Elle a publié plusieurs articles et communications sur la démocratisation et les processus politiques et les questions de développement en Afrique.

Avant de rejoindre l'IPSS, elle était la directrice générale de l'Institut Mandela pour les études sur le développement (MINDS). Avant de rejoindre MINDS, elle a successivement dirigé plusieurs organisations africaines et internationales en tant que directrice exécutive de Greenpeace Afrique, directeur général de l'Institut africain pour la citoyenneté d'entreprise (AICC), fondateur et responsable de projets pour l'Afrique d'Akena Research and Consulting et directrice régionale de l'Association mondiale des communautés de radiodiffuseurs. Michelle a débuté sa carrière en 1995 comme agent de programme à l'Institut africain pour la démocratie (IAD), une organisation non gouvernementale et un projet du PNUD basé à Dakar au Sénégal qui fait la promotion de la démocratie et de la gouvernance en Afrique et en particulier dans 16 pays d'Afrique de l'ouest.

Mme Ndiaye a obtenu son diplôme en sciences politiques (B.A.) de l'université du Québec à Montréal, Canada. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit public et d'un diplôme en sciences politiques (DEA) de l'université Cheikh Anta Diop, à Dakar au Sénégal. Elle est candidate au doctorat à l'université de Leipzig, en Allemagne.

**Le Dr (Col en disponibilité) Emile Ouédraogo** est consultant international indépendant sur les questions liées à la sécurité en général, et en particulier sur la Reforme et la Gouvernance du Secteur de la Sécurité en Afrique. A cet effet il a participé à plus d'une vingtaine d'activités et d'évènements avec le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA) de la National Defense University (NDU/USA) basée à Washington DC et travaille présentement avec des structures telles que US AFRICOM (Etats Unis), Partners for Democratic Change (Etas Unis), Konrad Adenauer (Allemagne), Friedrich Erbet Stiftung (FES, Allemagne), le Parlement de la CEDEAO, Europeans Parliamentarians with Africans (AWEPA, Union Européenne). Il est membre du Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (RASS) et Président fondateur de la Fondation pour la Sécurité du Citoyen au Burkina Faso (FOSEC). Le Dr (Col) Emile a pris sa disponibilité des Forces Armées du Burkina Faso en 2012, après trente (30) années de service. Il a occupé les fonctions d'Aide de camp du Premier Ministre, Chef de Corps, Chef de division des renseignements militaires de l'Etat-Major Général des armées avant d'être nommé Ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011. En tant que Ministre de la sécurité, il a initié et élaboré une Stratégie de Sécurité Intérieure pour le Burkina Faso et opérationnalisé le concept de police de proximité et la participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité.

Le Dr Emile a aussi été député à l'Assemblée Nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO ou il a siégé dans les commissions Affaires Politiques, Paix, Défense et sécurité. A cet effet, il a effectué des missions d'information et d'enquêtes dans presque tous les pays de la communauté et possède de ce fait une parfaite maitrise des questions sécuritaires de la sous-région.

Le Dr (Col) a soutenu sa thèse de doctorat (Ph.D) avec la mention très honorable au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Paris en France sur le thème « Security Sector Reform and Governance in the ECOWAS Region: Issues and Prospects » (CEDS 2011-2014) et a publié un document de recherche au Centre d'Etudes Stratégiques (CESA/NDU/Washington DC) en Juillet 2014 intitulé « Pour la Professionnalisation des Armées en Afrique ». Il a réalisé deux études en 2016 dont le premier portait sur le « Dialogue Sécuritaire dans l'Espace Sahélo Saharien » (FES, Allemagne) et le second sur « l'Etat des Lieux des Services de Renseignement en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso » (FKA, Allemagne).

**L'honorable Brownie J. Samukai Jr.** a été ministre de la défense nationale de la République du Libéria pendant 12 ans (2006-2018) sous S.E. Ellen Johnson-Sirleaf. En tant que ministre, il a dirigé les efforts de reconstruction des nouvelles Forces Armées du Libéria, une armée formée de manière professionnelle, règlementée, disciplinée, responsable et soumise au régime civil. Entre 2001 et 2004, M. Samukai a été vice-ministre de la défense chargé des opérations. Dans cette fonction, il a mis en place des stratégies appropriées pour rétablir le contrôle civil des Forces Armées du Libéria et coordonné l'assistance sécuritaire/militaire du gouvernement intérimaire au Groupe de surveillance de la Communauté économique des états d'Afrique Occidentale (ECOMOG) contre les insurgés.

Il a été en charge de portefeuilles de haut niveau au sein du gouvernement libérien, notamment comme vice-ministre de l'Administration au Ministère d'Etat des affaires présidentielles (1995-1997), et Directeur (ou IGP) de la Police Nationale du Libéria (1994-1995) au moment de la guerre civile, durant laquelle il a relancé les efforts pour restaurer la confiance du public dans le respect des lois, mis sur pied des réformes institutionnelles et structurelles pour renforcer le maintien de l'ordre au niveau communautaire et combattre la violence armée.

M. le Ministre Samukai est diplômé de l'Institut militaire des langues des États-Unis [United States Defense Language Institute] à San Antonio au Texas depuis 1986. Il est également diplômé de la Formation des officiers quartier-maîtres de l'armée de terre des États-Unis [U.S. Army Quartermaster Officer Basic Course] de Fort Lee en Virginie (Promotion 86-10, Médaille pour Contribution exceptionnelle [Outstanding Achievement Award]). L'honorable Samukai est détenteur d'une bourse Fullbright et d'une Maîtrise en Sciences économiques appliquées [Master of Science Degree in Applied Economics] obtenue en 1990 à The American University à Washington, DC. Il a reçu sa License en Sciences économiques à l'Université du Libéria (Promotion de 1984). Il est diplômé de l'Institut des sciences économiques [Economics Institute] de l'université du Colorado à Boulder (promotion de 1988) aux États Unis.

**Dr. Miguel Ferreira da Silva** est le directeur de la Commission pour l'étude et la stratégie de la Gouvernance maritime, énergétique et environnementale de l'Université lusophone de Lisbonne. Il a été auparavant attaché politique de l'ambassade du Portugal à Washington D.C., où il était aussi le représentant du Portugal au Centre des études stratégiques pour l'Afrique, de mars 2012 à novembre 2015. M. Ferreira da Silva est licencié en droit et a terminé ses études de 3<sup>è</sup> cycle en sciences juridico-politiques à l'Université de Lisbonne, et en sciences politiques et relations internationales à l'Université catholique portugaise. Il est également expert en sécurité et renseignement, ainsi qu'en terrorisme. Après avoir fait carrière dans le conseil juridique auprès du secteur public, au niveau local comme national, M. Ferreira a enseigné à l'Université de



Nottingham (Royaume Uni) où il a également obtenu son PhD. Après avoir été principal conseil juridique auprès de l'Autorité des médias du Portugal, il est devenu agent de renseignement des services de renseignement étranger du Portugal et conseiller du gouvernement portugais, notamment sur les questions africaines.